

N° DP 24/539

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU PROFIT DE L'ASSOCIATION "ENTENTE SAINT JEAN DU VAR - CORSE 83" DU LOCAL SIS A TOULON 47 RUE BERTHIER

Le Président de la Métropole TPM

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole TPM Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la demande de l'association « Entente Saint Jean du Var Corse 83 » en date du 5 avril 2024,

VU la convention de mise à disposition, ci-annexée,

CONSIDERANT que la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE est propriétaire d'un local situé dans un immeuble à Toulon (83000) 47, rue Berthier, édifié sur la parcelle cadastrée section CH n° 483, en sous-sol du bâtiment, d'une superficie d'environ 126 m²,

CONSIDERANT qu'en date du en date du 5 avril 2024, l'association « Entente Saint Jean du Var Corse 83 » a sollicité la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE afin d'occuper ce local en vue d'y établir son bureau, et lui permettre d'accueillir ses adhérents, y tenir ses réunions et préparer ses actions,

CONSIDERANT que l'association « Entente Saint Jean du Var Corse 83 » a pour objet la pratique du rugby et des activités physiques et sportives, et qu'à travers ses actions, l'association préserve et favorise l'animation de la vie locale, la cohésion et la mixité sociales en faveur des jeunes générations en difficulté et fédère le quartier de Saint-Jean-du-Var autour du sport par le biais de la pratique du rugby,

CONSIDERANT qu'en conséquence la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE accepte d'octroyer à l'association « Entente Saint Jean du Var Corse 83 » une convention de mise à disposition d'une durée d'un an, renouvelable dans la limite de 12 ans, moyennant une redevance mensuelle de quatre-vingts euros TTC (80 €),

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention de mise à disposition d'une durée d'un an, renouvelable dans la limite de 12 ans au profit de l'association « Entente Saint Jean du Var Corse 83 » une, moyennant une redevance mensuelle de quatre-vingts euros (80 €) pour l'occupation d'un local d'environ 126 m² situé au sous-sol de l'immeuble sis à Toulon (83000) 47, rue Berthier, en vue d'y établir son bureau et lui permettre d'accueillir ses adhérents, d'y tenir ses réunions et de préparer ses actions.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits sont inscrits dans le Budget transports, à l'article N° 752.S.

La présente Décision sera

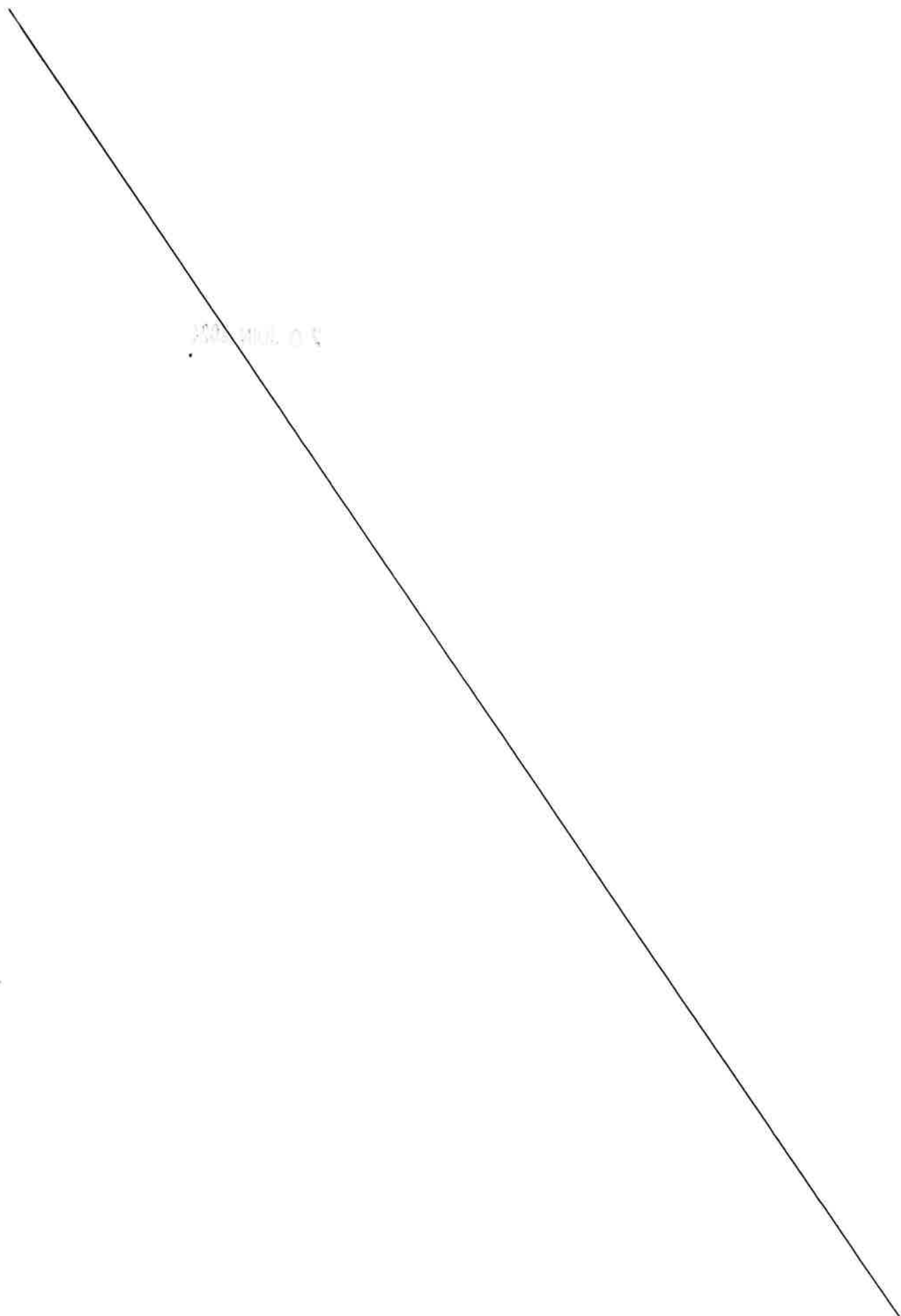
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **20 JUIN 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
AU PROFIT DE L'ASSOCIATION
ENTENTE SAINT JEAN DU VAR CORSE 83
DU LOCAL SITUE
A TOULON, 47 RUE BERTHIER**

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n° du

Ci-après dénommée « la Métropole Toulon Provence Méditerranée »,

D'une part

Et

L'association Entente Saint Jean du Var Corse 83 domiciliée à Toulon (83100) Chez Monsieur Christophe FEBBRAIO, 15 rue Docteur Vincent, dont le numéro SIRET est le 532 093 03600038 et représentée par Monsieur Christophe FEBBRAIO, Président dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « l'Occupant »,

D'autre part

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Métropole est propriétaire d'un local situé sur la parcelle cadastrée section CH n° 483 sis à Toulon (83000), 47 rue Berthier, en sous-sol du bâtiment, d'une superficie d'environ 126 m².

L'association Entente Saint Jean du Var Corse 83 a sollicité la Métropole afin d'occuper ce local en vue d'y établir un bureau permettant d'accueillir leurs adhérents, y tenir leurs réunions et préparer leurs actions.

L'association a pour objet la pratique du rugby et des activités physiques et sportives. A travers leurs actions, l'association préserve et favorise l'animation de la vie locale, la cohésion et la mixité sociales en faveur des jeunes générations en difficulté et fédère le quartier de Saint-Jean-du-Var autour du sport par le biais de la pratique du rugby.

En conséquence, la Métropole Toulon Méditerranée accepte d'octroyer à l'Association Entente Saint Jean du Var Corse 83 une convention de mise à disposition.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention :

L'occupant est autorisé à occuper un local d'une superficie d'environ 126 m² au sous—sol de l'immeuble sis à Toulon, 47 rue Berthier, en vue d'y établir un bureau permettant d'accueillir leurs adhérents, y tenir leurs réunions et préparer leurs actions.

Ce local est constitué de deux grandes pièces, de toilettes et d'un coin cuisine.

L'Occupant ne pourra destiner les lieux à une activité autre que celle mentionnée ci-dessus sans accord exprès écrit, de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Cette autorisation est délivrée à titre strictement personnel et sans constitution de droits réels. Elle ne saurait être cédée, louée ou déléguée, à titre gratuit ou payant. Elle fera l'objet d'une occupation et d'une utilisation directe, sans discontinuité, au nom de l'Occupant et d'une remise en état des lieux à l'issue de l'autorisation.

Cette convention, précaire et révocable, est régie par les règles du droit administratif des collectivités territoriales, à l'exclusion de toutes autres législations, y compris celle relative au Code du Commerce.

Article 2 – Durée de la convention :

La présente convention prend effet à compter de la notification de la présente convention.

Elle est conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction dans la limite de 12 ans.

Article 3 – Conditions financières :

L'occupant versera la somme de quatre-vingts Euros (80 €), € TTC par mois permettant de couvrir les frais annuels d'abonnement et de consommation en eau, en électricité, les charges de copropriété et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

L'Occupant fera son affaire personnelle du nettoyage des locaux mis à sa disposition.

Article 4 – Dispositions générales :

Le local occupé étant situé dans un immeuble à destination d'habitation, l'occupant veillera à occuper ce dernier paisiblement de manière à ne pas troubler la quiétude des habitants.

L'Occupant s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour donner en tout temps libre accès en tout point de la zone aux agents chargés du contrôle, notamment ceux du Propriétaire.

L'Occupant est tenu de se conformer aux lois, règles existantes à venir.

L'occupant supportera également, sauf recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers en raison des travaux de toute nature ou de l'utilisation des parcelles transférées.

Article 5 – Etat des lieux :

L'Occupant prend les lieux, installations, dépendances dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée dans les lieux.

Il ne sera pas admis à réclamer des indemnités quelconques, sous quelque prétexte que ce soit (erreurs, omission, défaut de désignation, vice caché, mauvais état du sol, sous-sol...). Il ne devra ni modifier la distribution des lieux, ni effectuer ou autoriser la construction ou démolition, ni percer des murs ou cloisons sans autorisation préalable et écrite de la Métropole.

Avant l'entrée en jouissance, il sera établi un procès-verbal des lieux. Contresigné par les deux parties, ce document sera annexé à la présente convention.

En fin d'occupation, un procès-verbal de constat sera dressé de manière contradictoire. La comparaison des états des lieux initiaux, complémentaires et de départ servira de base à la détermination et au coût des travaux de réfection qui seront à la charge de l'Occupant, chaque fois que les dégradations ne résulteront pas de la vétusté ou de l'utilisation normale des lieux.

Article 6 – Responsabilité de l'Occupant :

L'Occupant :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile de la Métropole pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- supporte toutes dégradations qui seraient apportées aux terrains et aux avoisinants du fait des activités qui seront exercées et à entreprendre à ses frais toutes les réparations et remises en état qui s'avèreraient nécessaires,
- déclare être à jour de ses inscriptions au registre du commerce et de toutes ses déclarations d'employeur,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Il est tenu de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'Occupant aura l'entière responsabilité des nuisances et dommages éventuels pouvant survenir, de son fait, de celui de ses préposés ou des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestataires et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux, objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

La surveillance des lieux mis à disposition incombant à l'Occupant, la Métropole est dégagée de toute responsabilité en cas d'effraction, de déprédation, de vol, de perte, de dommages ou autre cause quelconque survenant aux personnes et / ou aux biens.

L'Occupant ne pourra élever aucune réclamation ou contestation du fait de l'établissement ou de l'exploitation d'autres ouvrages et activités autorisées par la Métropole de Toulon Provence Méditerranée à proximité du périmètre de la zone faisant l'objet de la présente convention.

L'Occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporteraient éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

L'Occupant, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles (arrêt temporaire d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

Article 7 – Exclusion de responsabilité :

En aucun cas, la responsabilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pourra être recherchée pour quelque cause que ce soit, en cas de dommages subis ou causés par l'exploitation ou par l'existence même des ouvrages objets de la présente convention.

La Métropole ne pourra être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournements concernant les biens mis à disposition.

Article 8 – Assurances :

L'Occupant fournira dès son entrée dans les lieux puis le 1^{er} janvier de chaque année, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

Polices d'assurances :

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques d'occupation, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

Il est tenu d'assurer tous les biens immobiliers et mobiliers compris dans l'emprise faisant l'objet de la présente convention que ceux-ci existent ou qu'ils s'y ajoutent ultérieurement.

Sinistre :

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre dans les meilleurs délais la réparation de dommages ou la reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. En l'absence de diligence, et après mise en demeure restée infructueuse, la Métropole Toulon Provence Méditerranée sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

Article 9 – Cessation, révocation, résiliation de l'autorisation :

Cessation d'occupation :

La cessation d'occupation pour quel que motif que ce soit n'ouvre aucun droit à versement d'indemnité par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

La cessation implique obligatoirement le rétablissement, sous 7 jours, des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de l'Occupant (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). L'Occupant reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution la Métropole Toulon Provence Méditerranée est habilitée à se substituer à lui, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

Cessation à l'initiative de l'Occupant :

La cessation intervient au terme normal de l'autorisation consentie, sans renouvellement. Elle peut également intervenir par anticipation sur demande de l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de cessation avec un préavis de trois mois, acceptée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité.

Révocation à l'initiative de la Métropole pour défaut d'exécution des obligations de l'Occupant :

Elle est prononcée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée un mois après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet, adressée à l'Occupant pour l'inviter soit à :

- Se conformer à l'une des conditions de la présente convention
- Obtempérer aux instructions qui lui auront été données par un agent de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Retrait pour cause d'intérêt général :

Il intervient sur demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de retrait avec un préavis d'un mois.

Article 10 – Contestation

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

Article 11 - Informatique et libertés :

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

Fait à Toulon, le

Le Président de l'Association
Entente Saint Jean du Var Corse 83

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Christophe FEBBRAIO

Jean Pierre GIRAN

